

Résolution adoptée
Séance plénière du 10 février 2026

« *Quartiers urbains populaires : parlons solutions !* »

Déclaration des groupes des Associations, CGT et Organisations étudiantes et Mouvements de jeunesse

Si nos groupes ont voté en faveur de cette Résolution sur les quartiers urbains populaires, ce n'était pas par convenance politique, mais parce que cette question est centrale si l'on veut parler sérieusement d'égalité, de cohésion sociale et de vivre ensemble.

Nous devons aussi nous souvenir d'où vient ce travail. Il s'inscrit dans un moment précis : celui des révoltes urbaines qui ont suivi la mort de Nahel, 17 ans, lors d'une intervention policière le 27 juin 2023.

Encore un drame. Encore des colères. Encore cette impression tenace que les choses ne changent pas.

À ce moment-là, des organisations de la société civile ont appelé à ne pas détourner le regard. La CGT, par la voix de Sophie Binet, a notamment demandé que le CESE prenne sa part.

C'est ce que cette Résolution concrétise aujourd'hui. La séance plénière du CESE ayant conduit à l'adoption de cette dernière l'a rappelée, la situation dans les quartiers populaires reste profondément tendue. Ce malgré la volonté, l'engagement, l'innovation, la coopération et l'entraide des habitantes et des habitants. Mais les conditions de vie se dégradent, la précarité déjà installée se renforce, les services publics de proximité sont mis à mal. Et trop souvent, au lieu d'être écoutés, les habitantes et habitants sont stigmatisés et discriminés. Tout cela creuse, jour après jour, un fossé entre ces quartiers et le reste du pays.

Et pourtant, un constat s'impose également : il existe toujours des raisons d'espérer grâce à l'engagement des premiers concernés. Pouvoirs publics, collectivités, entreprises locales, artisans, commerçants, syndicats, établissements scolaires, associations, tous et toutes ensemble les structures qui siègent au CESE contribuent à l'animation des territoires et à leur cohésion.

Oui, les entreprises, les associations, les services publics sont des solutions.

Oui, l'engagement quotidien de celles et ceux qui vivent et travaillent dans ces quartiers est une richesse qu'il faut accompagner, soutenir et reconnaître. Et quand on parle d'engagement, nous parlons aussi tout particulièrement de l'action associative.

Parce que dans nos quartiers — d'Hexagone ou d'Outre-mer — les associations sont partout. Elles sont là quand il faut répondre à des besoins urgents, mais aussi quand il s'agit de faire grandir des projets, des envies, des parcours.

Elles sont des lieux de solidarité, d'entraide, d'émancipation. Elles agissent pour la cohésion sociale, l'insertion professionnelle, l'éducation populaire, l'accès aux droits, le sport, l'enfance, la culture. Elles font vivre les liens entre les habitantes et habitants, mais aussi entre habitants et institutions. Bref, elles font vivre la démocratie au quotidien, là où elle se construit et se vit vraiment.

Et, c'est leur particularité, elles le font sans grand discours.

Le lien social ? Elles ne le considèrent pas comme acquis, elles le fabriquent.

L'apaisement, l'épanouissement collectif ? Elles ne les considèrent pas comme inatteignables, elles les rendent possibles.

Mais cette reconnaissance est encore trop fragile.

Les groupes Associations, CGT et OEMJ souhaitent profiter de ce moment pour en faire une tribune afin d'exprimer notre inquiétude commune face au manque de confiance dont souffrent encore trop souvent les organisations de la société civile, les associations et leurs membres. Ne pas leur faire confiance, c'est en réalité ne pas faire confiance aux habitantes et aux habitants qui s'organisent pour agir collectivement.

Aujourd'hui, le monde associatif fait face à plusieurs inquiétudes majeures. Trois, en particulier, doivent nous alerter.

La première, c'est la baisse continue des financements — un sujet que le CESE a d'ailleurs analysé il y a près de deux ans. Concrètement, cela signifie des lieux qui ferment, des activités essentielles qui s'arrêtent, des collectifs d'habitantes et habitants qui renoncent faute de moyens. Et la diminution des dotations aux collectivités territoriales ne fait qu'aggraver la situation, en les contraignant à réduire, parfois brutalement, leur soutien aux associations locales.

La deuxième inquiétude, c'est la dégradation des relations entre associations et pouvoirs publics. Trop souvent, les logiques administratives, de contrôle, d'injonction, prennent le pas sur le sens, sur le projet associatif, sur la reconnaissance du rôle citoyen des associations et sur leur capacité à innover.

La troisième inquiétude, enfin — et elle est liée aux deux premières —, c'est l'état des libertés associatives. Alors que l'extrême droite est aux portes du pouvoir, ces libertés sont déjà aujourd'hui sérieusement abîmées. Ce qui est en jeu, ce n'est pas seulement un cadre juridique, mais c'est la capacité des citoyennes et des citoyens à s'organiser, à s'exprimer collectivement, à participer pleinement à la vie démocratique.

Ces constats, nous sommes nombreuses et nombreux à les partager depuis des années. Ils appellent une réponse claire. Nous avons besoin d'alliances solides, de politiques publiques stables et lisibles et d'un partenariat équilibré, renforcé et respectueux entre associations et pouvoirs publics. C'est à cette condition que nous pourrions répondre aux enjeux des habitantes et des habitants de ces quartiers — de nos quartiers.

Ne pas faire confiance en nos structures, ne pas les soutenir, c'est en réalité ne pas faire confiance aux habitantes et aux habitants qui s'organisent pour agir collectivement.

Et comme ces territoires sont jeunes, c'est la jeunesse qui se retrouve une fois de plus reléguée, soupçonnée, mise à distance.

Nos groupes l'avaient déjà souligné lors de l'examen de la Résolution appelant à une politique globale de jeunesse — une résolution qui a elle-même connu un chemin de croix avant d'être adoptée, difficilement, par le CESE. Jeunesse et quartiers populaires partagent une même difficulté à se faire entendre, à être reconnus, à être respectés. Rien de tout cela n'est vraiment le fruit du hasard et nous ne pouvons que le déplorer.

Il est enfin un sujet que l'on évite trop souvent, y compris dans les assemblées de la République, alors qu'il est absolument central : la question sociale. Tant que nous ne l'affronterons pas frontalement, tant que nous continuerons à la contourner ou la diluer, nous ne pourrions pas prétendre produire de véritables transformations.

Les inégalités de revenus, d'accès à l'emploi, au logement, à la santé, à l'éducation, aux transports — renforcées par des discriminations racistes bien réelles — sont au cœur des fractures territoriales et sociales. Sans réponses structurelles à ces réalités, aucune politique de la ville, aucune action ponctuelle, aussi volontaire soit-elle, ne suffira à permettre à toutes et tous de s'émanciper.

C'est pourquoi, lorsque nous parlons des quartiers populaires, nous devons sortir des lectures culturalisantes ou identitaires. Le problème n'est pas une question d'origines ou de cultures supposées, c'est une question sociale. Et c'est aussi pour cela que le lien avec les territoires ruraux est essentiel.

Et c'est aussi pour cela que le lien avec les territoires ruraux est essentiel à faire.

Quartiers populaires et campagnes partagent des réalités communes : éloignement des services publics, sentiment d'abandon, difficultés économiques, invisibilisation politique. Penser les marges, c'est refuser l'idée que celles et ceux qui vivent loin des centres de pouvoir ne compteraient pas. Car ce sentiment d'inutilité nourrit le repli, la méfiance, la peur de l'autre — et pousse trop souvent les classes populaires à se désigner mutuellement comme responsables de leurs difficultés. Un terreau hélas fertile pour les succès électoraux de l'extrême droite que nous observons avec une inquiétude immense et que nous combattons et continuerons de combattre avec détermination.

Avant de conclure, le groupe des Associations, le groupe de la CGT et le groupe des Organisations étudiantes et Mouvements de Jeunesse souhaitent tous trois tirer une nouvelle fois la sonnette d'alarme. Les crises successives ont profondément fragilisé les structures actrices de la cohésion sociale et territoriale, particulièrement dans les quartiers populaires. La crise sanitaire a cassé des dynamiques locales, éloigné des bénévoles. L'inflation asphyxie les budgets des ménages, des collectivités, des associations et des administrations de solidarité, alors que dans le même temps les besoins sociaux explosent. Les tensions sociales que nous voyons partout ne font que confirmer l'urgence de retisser la confiance entre institutions et habitantes et habitants.

Cette alerte, le CESE l'a déjà formulée avec gravité par l'adoption du Rapport annuel sur l'état de la France 2025. Il appelait alors à sortir d'une vision partielle et parfois illusoire de l'égalité des chances qui ne se vérifierait que pour quelques-uns, pour assumer la construction d'une véritable politique d'égalité républicaine. Une politique qui ne repose pas sur des dispositifs fragmentés ou des parcours d'exception, mais une politique fondée sur la garantie effective d'un socle commun de droits sociaux pour tous et toutes, reposant sur des services publics accessibles, présents et dimensionnés en fonction des besoins réels des populations, quels que soient le lieu de naissance, le lieu de vie ou le milieu social.

Car c'est bien là que se joue, aujourd'hui, la confiance démocratique : dans la capacité de la République à assurer concrètement à tous et toutes, sans exclusive, l'accès aux droits fondamentaux.

Lorsque ce socle commun fait défaut, lorsque les services publics se retirent, se raréfient ou deviennent inaccessibles, ce n'est pas seulement l'égalité qui recule, c'est le lien civique lui-même qui se fragilise. Ce constat demeure d'une brûlante actualité dans les quartiers urbains populaires, où les inégalités de conditions de vie, d'accès aux droits et aux opportunités continuent de miner la promesse républicaine et d'alimenter un profond sentiment d'abandon. Car les quartiers urbains populaires concentrent, de manière aiguë, ces fractures. Ils révèlent les limites d'un modèle qui proclame l'égalité mais peine à la rendre tangible. Et ils nous rappellent, ce qui est pour nous une évidence, que sans justice sociale, sans droits effectifs, sans reconnaissance, il ne peut y avoir ni confiance durable dans les institutions, ni adhésion pleine au projet démocratique.

Pourquoi insister là-dessus ? Car ce qui est en jeu, c'est l'avenir de notre cohésion nationale. Et celles et ceux qui se sentent aujourd'hui discriminés et délaissés sont, bien souvent, les plus jeunes. Si nous détournons le regard, cette colère grandira.

C'est pourquoi, au quotidien, nos organisations se tiennent à leurs côtés. Pour nous indigner avec elles et eux, pour transformer la colère en engagement et surtout pour construire ensemble un avenir plus juste, plus solidaire et plus démocratique.

Cette résolution est une première pierre. Elle est nécessaire, bénéfique, et bienvenue.

Mais elle doit surtout être un point d'appui pour la suite. Le CESE doit accepter de prendre toute sa place pour traiter, dans la durée, les sujets qui traversent les quartiers urbains populaires : la relation entre police et citoyen.ne.s, les discriminations, le racisme, l'accès aux droits, la dignité.

C'est ensemble, mais surtout avec celles et ceux qui s'organisent dans les quartiers, qui agissent au quotidien et avec une manière nouvelle d'impulser des politiques publiques, que nous pourrons avancer.

Le CESE a montré aujourd'hui qu'il pouvait être utile. À nous, collectivement, de faire en sorte qu'il le reste.